Journal de la Nouvelle-Orléans.
Bureau—No. 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 11 SEPTEMBRE.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

ESPAGNE.

Madrid, 8 sept.—Les carlistes ont fait feu dernièrement sur un train de chars, pensant que les ambassadeurs Autrichien et Allemand s'y trouvaient. Le conducteur et un autre employé ont été tués.

Le général Larena a été nommé commandant dans le Nord, et les généraux Loma et Ceballos, commandants de division.

Madrid, 10— Après 10 heures d'engagement très vif les Républicains ont battu les Carlistes à Mora, près de Teruile.

ANGLETERRE.

Londres, 10 sept.—Une dépêche du steamer Faraday, (qui est engagé dans la pose d'un câble direct aux Etats-Unis,) datée du 8 du courant à midi, rapporte qu'il était alors par 50 48 de latitude et par 20 32 de longitude. 453 nœuds de câble avaient été déroulés. Une autre dépêche du Faraday, à la date du 10, hier matin, dit que tout allait bien.

Liverpool, 10— Le steamer Alexandria qui avait coulé bas dans la Mersey par suite d'une collision avec le steamer espagnol Tomas, a été relevé et conduit aux docks. Il n'avait que du lest à bord. Le Tomas a dû être aussi envoyé aux docks.

Londres, 10—Le navire Eugine, dans son voyage de Shields a Aden, a pris feu et a été détruit. 21 marins qui ont échappé sont arrivés à St. Hélène après un périlleux voyage de 1100 milles.

On n'a pas encore de nouvelles d'un autre bateau qui contenait le reste de l'équipage.

FRANCE.

Paris, 10—M. Guizot, l'auteur et l'homme d'Etat, est mourant.

Paris, 10 —Les journaux de cette ville publient des dépêches carlistes officielles reconnaissant que les royalistes ont fait feu sur les canonières allemandes Albatros et Nautilus, à Gustaria.

Une dépêche déclare que les navires, tachaient d'effectuer un débarquement d'hommes armés sous prétexte d'exercer leurs marins, et qu'en conclusion dit que les carlistes ne reconnaîtront aucune complicité de Serrani et de ses complices, mais qu'ils feront respecter le territoire espagnol et résisteront aux bravades avec lesquelles le gouvernement Allemand défendit le mouvement et l'action des canonières.

CUBE.

Havane, 10—Calixto Garcia, le chef rebelle, a été tué à Yarabaco, comme on l'avait dit, mais il a été fait prisonnier avec trois officiers de son état-major. Tous ont été amenés à Manzanillo, où ils seront jugés par une cour martiale.

Havane, 10.—Sur l'ouvert demandé par le gouvernement $5,000 en billets et 25,000 00 en or, ont été avancés par les banques espagnoles. Le reste $20,000 en or et le même montant en circulation a été divisés entre les 5 autres banques.

Havane, 10.—Concha publie dans la *Gazette officielle*, un décret ordonnant que les volontaires soient casés dans l'île de Cuba, partiront tout de suite, dans la proportion de 5 sur cent, pour servir jusqu'au 1er avril 1875.

Cela fera surgir 3500 exemptions qui ne peuvent être achetées avec de l'argent, ceux qui ont été malheureux au tirage étant obligés ou de servir eux-mêmes ou de pourvoir à des remplaçements.

Le gouvernement a demandé aux banques un emprunt de $20,000 en or et de $2 000,000 en papier monnaie; cet emprunt sera remboursé prochainement.

WASHINGTON.

Washington, 10—Le commodore Woodney, du Pacific, rapporte 17 cas de fièvre jaune à l'arsenal de marine. Deux cas de convalescence et deux décès. Les symptômes des autres sont favorables.

Washington, 10—Le département médical annonce qu'il n'y a de fièvre aux dalles aucune des villes ou des forts.

Le secrétaire du trésor avait nommés—contrôleurs auxquels il avait conféré le droit de prélever des droits—les noms de Wells, Fargo et du Sud Atlantique sont parfaitement sains en ce moment.

Le général Sherman ordonne que l'arsenal de Washington et le fort Foote tirent 21 coups de canon pour saluer l'entrée en ville des vétérans du Mexique, quand ils descendront à cheval lundi 14 septembre, jour anniversaire de la prise de Mexico.

Observations Météorologiques.

Washington, 10—Probabilités pour les Etats du Golfe. Chaleur soutenue, baisse du barometre sur la côte; vents de nord-est au sud-est. Temps partiellement couvert et pluies locales.

LOUISVILLE.

Louisville, 10—Une centaine d'ouvriers du Short Line Railroad sont en grève pour 10 mois de salaire. Le chemin leur doit trois mois, mais les hommes n'en demandent qu'un. Le président Waldix leur apprend qu'ils seraient payés incessamment, mais ce matin les employés ont consulté les hommes de loi, dans le but d'intenter une action devant les cours.

DETROIT.

Détroit, 10.—La convention de réforme d'Etat a divisé également les nominations entre démocrates et républicains. Les résolutions favorisent l'économie et un prompt retour aux paiements en espèces.

Détroit, 10.—La plat-forme suivante a été adoptée par la convention démocratique d'Etat à Kalamazoo aujourd'hui.

Résolu que nous accusons le parti qui est au pouvoir d'extravagance et de corruption, d'usurpation dangereuse et inconstitutionnelle et que nous demandons une honnête, juste et économe administration des affaires nationales, et l'abandon immédiat de la politique d'intervention dans les Etats dans des vues de parti, au moyen d'une infâme alliance de carpet baggers, scallawags et de balonnettes.

Nous demandons le châtiment exemplaire de tous ces hommes coupables de corruption, de détournement de fonds; nous demandons le rappel immédiat de la loi qui augmente les sa aires, de l'infâme loi du bâillon contre la presse; nous dénonçons les allocations du domaine public en faveur des chemins de fer, et nous demandons la séparation du domaine public et des institutions et autres corporations.

Nous demandons le rappel du "legal tender act", une base d'espèces et des banques libres avec une saine circulation; un tarif pour le revenu seulement. Voici les nominations:

Pour gouverneur, Henry Chamberlin du comté de Berwin. Lieutenant-gouverneur, Frederick Hall, de Iowa. Secrétaire d'Etat, Geo. H. Hume, d'Ingham. Trésorier d'Etat, Joseph M. Severing, de Monroe. Auditeur-général, John H. Groner, de Gratiot. Commissaires des terres, Chambley W. Green, d'Gladwin. Attorney-général, Martin Montgomery, d'Eaton. Surintendant des Ecoles Publiques, Duane Doty, de Wayne. Membre du Bureau d'Eduqations d'Etat, E. W. Anderson, de la Baye.

Quant aux affaires d'Etat, la plateforme démocratique est très réformatrice et se prononce fortement contre tous les abus qu'elle dénonce vigoureusement.

CHARLESTON.

Charleston, 10.—La convention n'a encore rien fait jusqu'à cette heure, il du matin. On vérifie les pouvoirs de certaines délégations et le résultat sera la nomination de Chamberlain.

LITTLE ROCK.

Little-Rock, 10.—La convention de matin a terminé sa comité pour se rendre auprès du gouverneur Baxter et l'informer qu'il avait été nommé sans division. Le gouverneur a refusé la nomination pour laquelle il ne croyait pas devoir l'accepter dans l'intérêt de l'Etat. L'honorable Jas Garland, de Pulaski, a été nommé sans opposition, et il a envoyé une lettre formelle d'acceptation.

Voici le reste du ticket jusqu'ici:—Lieutenant-gouverneur, Alexander McDonald. Auditeur, W. R. Miller, trésorier, T. J. Churchill; avocat-général, S. P. Hughes; commissaire des terres, J. N. Smither; chancelier, John R. Eakin; greffier du chancelier, O. R. Watt. Après quelques affaires de peu d'importance, la cour s'ajourne.

COLUMBIA.

Columbia, 10—Le comité de vérification de la convention républicaine d'Etat n'a pas encore fait son rapport.

Le col. Cas Chesnut a été fait président de l'Index de la taxe d'Etat, corps important, représentant les organisations de l'Union de la taxe au nombre de 250 dans l'Etat.

Dans son adresse, le président a déclaré que le but de la convention était d'arriver par des moyens pacifiques et légaux les régies de la corruption et de rétablir au plus tôt honnête gouvernement.

Différentes autres conséquant la politique de la convention sont présentées et référées au comité exécutif.

Une résolution de rester à Columbia jusqu'à ce que les nominations soient faites a été présentée par M. Dudley, et si des personnes honnêtes et convenables sont nommées pour les places de gouverneur et de lieutenant-gouverneur, les contribuables du gouvernement pourront être convoqués pour [illegible]

Dans son adresse, le président a déclaré que le but de la convention était d'arriver par des moyens pacifiques et légaux les régies de la corruption et de rétablir au plus tôt honnête gouvernement.

Différentes autres conséquant la politique de la convention sont présentées et référées au comité exécutif.

Une résolution de rester à Columbia jusqu'à ce que les nominations soient faites a été présentée par M. Dudley, et si des personnes honnêtes et convenables sont nommées pour les places de gouverneur et de lieutenant-gouverneur, les contribuables du gouvernement pourront être convoqués pour [illegible]

MEMPHIS.

Memphis, 10—Douglas Johnson, un des nègres enlevés à la prison de Trenton par la populace, est ici à la geole sous la garde du colonel des Etats-Unis qui refusa de lui permettre de communiquer quoi que ce soit, mais on craint que d'après les révélations faites par lui les arrestations monteront et bientôt cent seront opérées.

Une dépêche de Humboldt à l'*Avalanche* dit qu'une centaine de soldats des casernes des Etats-Unis s'est rendue à Fiketsville hier soir et a arrêté cinq hommes pour complicité dans l'affaire de Trenton. Ils ont été amenés ici aujourd'hui et mis sous garde aux casernes. Deux autres se sont constitués prisonniers aujourd'hui de qui fait sept. Ils seront conduits à Memphis ce soir.

On tâchera d'obtenir des writs d'habeas corpus, mais la Cour de Circuit ne réclame pas de juridiction et l'on dit que les warrants sont lancés pour au moins 100 individus suspects; mais c'est là seulement une rumeur. Le grand jury est maintenant en session à Trenton, et du nombre de personnes nommées à comparaître, il est à présumer qu'on est décidé à découvrir tous les complices.

Une dépêche de M. Cansie à l'*Appeal* dit: Les noms des personnes arrêtées sont: Ike Hale, deux Mogroves, C. Fly, Jas. Warren, Spencer Eldridge, Ford, Hudson. Les autres ne sont pas connus. On croit que 20 des nègres enlevés à la geole, ont pu s'échapper. On croit ici que les hommes arrêtés sont innocents.

NEW-YORK.

New-York, 9.—Les acteurs de Brooklyn se sont réunis cette après-midi et ont passés des résolutions de respect pour la mémoire de J. R. Conway.

New-York, 10.—Les danseurs de cancan ont été renvoyés par la cour des sessions spéciales qui a décidé que leurs cabrioles ne sont pas indécentes.

New-York, 10.—Le vapeur "Ville de Paris," arrivé ici du Havre hier, a été assailli par un ouragan terrible. La cabine du capitaine, sur le pont, a été emportée, un marin s'est perdu et le capitaine et plusieurs autres marins ont plus ou moins souffert.

New-York, 10.—Grande excitation à Greenpoint, l'occasion de la disparition d'un infantile Jacob Hagan, riche marchand de tabac. La gardienne Lizzie avait été renvoyée, mardi dernier. Avant de partir elle avait demandé la permission de posséder l'enfant, âgé seulement de trois mois, pour faire une promenade sur l'eau, ce qui lui fut accordé, et depuis ce moment le petit enfant n'a pas reparu. La femme revint mercredi matin avec ses bras couverts de sang et ne put rendre aucun compte de cette même alors.

Elle fut arrêtée et rapporta que lorsque le bateau atteignit le côté de New-York et pendant qu'elle l'attendait pour retourner à Greenpoint, deux hommes s'approchèrent d'elle, lui bandèrent les yeux et prirent l'enfant. Ils traversèrent sur un autre ferry et furent conduits dans une maison obscure et sale où ses yeux furent désirés du bandeau. L'enfant fut couvert et comme elle poussa un cri perçant, on lui frappa une coupe sur les bras. Elle finit par échapper et revint à New-York d'où elle retourna à Greenpoint. On n'a pas signalé foi à son histoire et la police tâche d'éclaircir cette affaire.

New-York, 10.—L'article financier du *Portdric*: Toutes les ventes d'or ont été de 109 3/4. Change étranger faible à 4 84 1/2 et 4 86 1/2. Le gouvernement a vendu $1,000,000 d'or aujourd'hui. Le prix le plus élevé a été de 109 70/12 et le plus bas de 109 69/16. Bons fermes. Argent de 2 à 3 et a 7/4 d'escompte.

New-York, 10.— Wm. Cook, champion du billard anglais et le fameux professeur A. H. Rudolph sont ouverts de faire une partie pour $1000, au carambolage français de trois billes, sur un billard anglais, du 5 au 10 octobre 1874.

New-York, 10.—Le *Graphic* annonce qu'il publiera la réplique de Moulton aux assertions de Beecher demain, et dit qu'elle réduit à néant l'accusation de spéculation et fortifie ses précédents témoignages par de faits et importants documents.

Il n'est pas vrai que la compagnie du Télégraphe de l'Ouest et de l'Union ait acheté les lignes télégraphiques de l'Atlantique et du Pacifique.

PHILADELPHIE.

Philadelphie, 10.—Des dépêches de New-Jersey donnent les détails suivants sur les progrès du feu dans les pinières près de Hammonton. Le feu n'est pas encore éteint, mais on s'est rendu maître de 4000 acres près d'Egg Harbor ont été détruits. Il y a toujours beaucoup de fumée. Les bois sur le chemin de fer du sud de Seyjersey, au lac Cedar, à 5 milles de Winslow, sont en feu. Les champs de Cannebières et la maison de L. A. Chewbran ont été détruites. Près d'Atlion, l'incendie dure encore, mais on a pu le maîtriser.

Il dévore tout à deux milles et demi vers l'est.

MACON.

Macon, 10—La convention du 3e district Congressionnel s'est réunie aujourd'hui et a nommé le général Phil. Cook par acclamation.

CHARLESTON.

Charleston, 10—La convention républicaine n'a rien fait hier ni aujourd'hui. Elle attend le rapport du comité de vérification. Il y a trouble au sujet de la délégation de Charleston. Le stock de Chamberlain et de Morris tombe.

On parle d'une douzaine d'autres hommes. La convention de l'Union de la taxe se réunit de matin. Elle a des délégués de chaque comté. On suppose que le comité républicain est en retard à cause de cela.

DENVER.

Denver, Colorado, 10— Les démocrates ont emporté le territoire par 2000 voix de majorité.

ST-PAUL.

St-Paul, 10—La *Press* dit que la diligence du Fort Gary a été atteinte par des hommes masqués, hier soir, à Elm Coolié, mais qu'en voyant un grand nombre de voyageurs descendre à terre, les voleurs ont disparu dans les bois.

TOLEDO.

Toledo, 10—26 prisonniers détenus dans la geole du comté, avaient réussi à gagner l'entrée de la grande salle aujourd'hui et quand la porte a été ouverte pour admettre le médecin de la prison, ils se sont élancés au dehors et ont gagné la rue. On en a déjà repris une vingtaine.

PASSES.

Passe du Sud Ouest, 10.—Il n'est parti ni arrivé aucun navire. Vent léger d'est.

RIVIERES.

Etat du Fleuve, etc.

Vicksburg, 10.—Aucun bateau descendant ni montant hui.

Cairo, 10—Arrivé, Future City de la Nouvelle Orléans.

MARCHES.

Marchés Européens.

Londres, 9—Consolidés au comptant et à terme 92 5/8 et 92 3/4. Bons des Etats-Uns 6 5/8 108 3/4. 6.25 109 1/2. Erie 32 1/8 à 1/4.

Liverpool, 10. 2 h. p. m.—Coton calme et sans changement. Vendu 12,000 balles. Nouvelle résolte attendu, 7 13/16.

Paris, 10—Rentes 64. 95.

Liverpool, 10.—Ventes d'expéditions de la nouvelle récolte sur la base de mid. Uplands 7 13/16. Ventes de coton américain 4,000 balles.

Marchés Américains.

New York, 10 à midi.—Coton faible et irrégulier. Ordinaire 18 1/2. Bon ordinaires 15. Bon ordinaire strict 15 1/2. Low middling 16. Middling 16 7/8. Middling Orleans 17 3/4.

A livrer—Légère amélioration. Septembre sur la base de low middling, 15 1/2 à 15 9/16. Octobre 15 1/2 à 15 5/8. Novembre 15 à 15 1/8. Décembre 15 1/16 à 15 1/8.

New York, 10, au soir.—Coton. Low mid. ferme, basses qualités faibles et irrégulières. Mid. uplands 16 7/8 à 17 1/4. Vendu 1558 balles. A livrer en septembre 15 25/32, novembre 15 1/4, décembre 15 5/16, janvier 15 13/32, février 15 3/4, mars 15 31/32.

La *Gironde* parle de grandes manœuvres militaires qui auraient lieu dans la première quinzaine d'octobre, et auxquelles prendraient part toutes les troupes de la brigade de Bordeaux, infanterie, cavalerie, artillerie, etc. Le champ des manœuvres serait situé sur la route de Libourne ou celle de Saint-Médard.

DEPARTS DES TRAINS DE CHEMIN DE FER.

Voir les annonces pour les renseignements ordinaires.

NILLE-ORLEANS & JACKSON.

Express.....7 heures A. M.
Malle.....4 heures P. M.

NILLE-ORMANS, MOBILE & TEXAS.

Express et malle tous les jours, à 8 heures du matin.

Train d'agrément pour les villes de bains, tous les jours, excepté le dimanche, à 2 heures et quart de l'après midi.

Express du soir, tous les jours, à 4 h. P. M.

NILLE-ORLEANS & DONALDSONVILLE.

Par le ferry de la rue Calliope.....7:45 du matin

MORGAN'S LOUISIANA & TEXAS.

Par le ferry de la rue Ste-Anne.....7 h. du matin
Départ du train à Algier.....7:30 du matin

AGENTS DE L'ABEILLE

M. JUST COMEE, à Donaldsonville, pour les paroisses Ascension, St-Jacques et Assomption.

M. PH. MACHET, Marchaud, à Baton-Rouge pour les paroisses de Ouest et Est-Baton Rouge, Ouest et Est-Feliciana.

WILLIAM GIRARD, à Waterloo, paroisse de la Fourche.

J. LANDREAU, Maître-de-poste à Houmas pour la paroisse de la Pointe-Coupée.

Geo. L. MAYER, Maître-de-poste à Marksville pour les paroisses de Avoyelles.

A. MARIDAT, à la Nouvelle-Iberie.
M. EMONET, à Lisle-ville, paroisse St-Landry.
M. L. DUPLEIX, à Natchitoches.
M. "Ed. L. BOZEE, député Maître-de-poste Plaquemines, paroisse Iberville.
J. MILLET, à Franklin, paroisse Ste-Marie.
ALFRED GRADENIGO, St-Martinville.
VALERY TRIPODEAU, Pont-Breaux.
A. DUBIG, Abbeville.
M. PONTELIN, Grand-Coteau.
ADRIENE GONSOULIN, Pecan-Point.
M. D. RENARD, à la Pecan-Station.
A. BEVEU, Vermillionville.
LAURENT CHIRAL, Plaquemines (Carrollton.
A. BOYER, Mermentau (Lawrenton.
E. ROUILLI, Mamou (Terrebonne.
SYLVAIN LEBLANC, Maître-de-poste à Fort Jackson.
Wm. HUDSON, à Pointe-aux-Chênes, Calcasieu.

Convention Postale

ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

Le soussigné M. Léopold Barthélemy, officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Washington, etc., etc., en vertu de son pouvoir qui a été donné précédemment, et John A. Creswell, postmaster-général des Etats-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs qui lui donnent présentement, et John A. Creswell, postmaster-général des Etats-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs qui lui donnent présentement et en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1er.—Il y aura entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des Etats-Unis un échange en dépêches closes de lettres, d'échantillons de marchandises, de photographies et d'imprimés de toute nature, par les moyens de communications et de transports ci-après désignés, savoir:

1. Par les paquebots-poste français;

2. Par les paquebots de la ligne hambourgeoise;

3. Par la voie d'Angleterre et des paquebots affectés au transport de dépêches entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Les frais résultant du transport des dépêches par l'une ou l'autre des voies sus-mentionnées, seront à la charge de l'office envoyeur, mais il est entendu que ces frais seront acquittés dans les deux sens par celle des deux administrations qui pourra assurer le transport aux conditions les moins onéreuses, à charge par l'autre administration de lui rembourser sa part dans ledit frais.

Toutefois, l'administration des postes des Etats-Unis payera à l'administration des postes de France, pour le transport par kilogramme de dépêches closes expédiées des Etats-Unis en France au moyen des paquebots-poste français, les mêmes prix de poste de transit de mer que ceux que ladite administration des postes des Etats-Unis payerait, d'après la législation américaine, pour le transport maritime des mêmes dépêches au moyen de bâtiments à vapeur du commerce. Il est entendu d'ailleurs que ces prix ne pourront être inférieurs à ceux que l'administration des postes de France aura à payer pour le transport par les paquebots hambourgeois, des dépêches qu'elle expédiera au moyen de ces paquebots à destination des Etats-Unis.

Art. 2.—Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France ou de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, soit des Etats-Unis et de leurs territoires pour la France et l'Algérie, pourront, à leur choix, laisser le port des dites lettres à la charge des destinataires, ou payer ce port d'avance jusqu'à destination.

Art. 3.—La taxe à percevoir en France sur les lettres originaires ou à destination des Etats-Unis, sera de cinquante centimes par dix grammes, sous la réserve pour le gouvernement français, de la faculté d'appliquer ultérieurement la proportion de quinze grammes en quinze grammes.

La taxe à percevoir aux Etats-Unis sur les lettres originaires ou à destination de France, sera de 9 cents par 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Indépendamment des taxes mentionnées ci-dessus, les lettres non affranchies seront passibles d'un droit fixe de 25 centimes, ou 5 cents, suivant le cas. Quant aux lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste, elles seront traitées comme les lettres non affranchies, sauf déduction du prix des timbres-poste; mais, lorsque la taxe résultant de ces déductions présentera une fraction de demi-décime français, ou de cent américain, il sera perçu pour la fraction un demi-décime ou 1 cent entier, suivant le cas.

Art. 4.—Le public des deux pays pourra envoyer des lettres chargées, d'un pays dans l'autre.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance, jusqu'à destination.

Toute lettre chargée expédiée de la France et de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie, du même poids, un droit fixe de 50 centimes, ou 10 cents, suivant, toute lettre chargée expédiée des Etats-Unis et de leurs territoires pour la France et l'Algérie, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre non affranchie, du même poids, un droit fixe de 10 cents.

Art. 5.—Les échantillons de marchandises ou de graines, les photographies, gravures et lithographies, les journaux, les ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les partitions de musique, les catalogues, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers gravés, imprimés, lithographiés, ou autographiés, circuleront entre la France et l'Algérie et de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, soit des Etats-Unis et leurs territoires pour la France et l'Algérie, de l'Algérie, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Les taxes d'affranchissement seront fixées par le gouvernement du pays d'origine.

Art. 6.—Chaque administration gardera en entier les sommes qui auront été perçues par elle, en vertu des articles 3, 4 et 5 précédents.

Il est formellement convenu entre les parties contractantes que ceux des objets désignés aux dits articles, qui auront été affranchis jusqu'à destination, ne pourront, sous aucun prétexte, et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 7.—Les administrations pourront se faire réciproquement, à découvert, des lettres ordinaires et des imprimés de toute nature, provenant ou à destination de pays auxquels elles servent respectivement d'intermédiaire, ainsi que des lettres chargées provenant ou à destination de ceux de ces pays par rapport auxquels l'affranchissement de lettres ordinaires peut être opéré jusqu'à destination.

Cette faculté s'opérera d'après les dispositions suivantes:

Les correspondances échangées entre la France ou l'Algérie et les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, donneront lieu:

1. Lorsque la taxe sera perçue en France ou en Algérie, au paiement par l'administration française à l'administration américaine d'un prix de port égal à celui qui est acquitté par les habitants des Etats-Unis pour les correspondances qu'ils échangent avec les mêmes pays;

2. Lorsque la taxe sera perçue dans les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, au paiement par l'administration française à l'administration américaine d'un prix de port français de 5 cents par 10 grammes ou fraction de 10 grammes pour les lettres ordinaire, de 8 cents par 10 grammes ou fraction de 10 grammes pour les lettres chargées, et de 1 cent par 40 grammes ou fraction de 40 grammes pour les imprimés de toute nature.

Réciproquement, les correspondances échangées entre les Etats-Unis et les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, donneront lieu, savoir:

1. Lorsque la taxe sera perçue aux Etats-Unis, au payement par l'administration américaine à l'administration française, d'un prix de port égal à celui qui est acquitté par les habitants de la France et de l'Algérie, pour les correspondances qu'ils échangent avec les mêmes pays;

2. Lorsque la taxe sera perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, au paiement par l'administration française à l'administration américaine d'un prix de port américain de 20 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres chargées, et de 5 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, pour les imprimés de toute nature.

Quant aux correspondances échangées entre les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, et les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, elles donneront lieu savoir:

1. Si la taxe en est perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port égal à la taxe acquittée par les habitants des Etats-Unis pour les correspondances qu'ils échangent avec les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire;

2. Si la taxe en est perçue par les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration américaine à l'administration française, d'un prix de port égal à la taxe acquittée par les habitants de la France et de l'Algérie, pour les correspondances qu'ils échangent avec les pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Les frais du transport intermédiaire entre la France et les Etats-Unis, des correspondances auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article, seront à la charge de ce des deux administrations des postes de France ou des Etats-Unis par laquelle ou du côté de laquelle la taxe sera perçue.

Art. 8.—Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir d'une modération de taxe qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur marchande, qu'ils seront placés sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et les prix.

Pour jouir d'une modération de port, les photographies et les imprimés désignés dans les articles 5 et 7 devront également être mis sous bandes et ne porter aucune signature, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur ou une date.

Les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés qui ne réuniront pas les conditions mentionnées ci-dessus, ou qui n'auront pas été affranchis jusqu'à la limite fixée, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans le présent article et dans les articles 5 et 7 précédents n'infirment en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne pas effectuer, sur les territoires respectifs, le transport et la distribution des photographies, des lithographies, des gravures et des imprimés à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant en France qu'aux Etats-Unis.

Art. 9.—Les administrations des postes de France et des Etats-Unis n'admettront à destination de l'un des deux pays ou des pays qui empruntent leur intermédiaire, aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou objets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Les liquides, les articles qui peuvent détériorer la correspondance, et ceux qui sont prohibés dans le pays de destination, ne seront admis sous aucune forme à l'expédition par la voie de la poste.

Aucun paquet, ayant plus de 60 centimètres, ou deux pieds anglais, en longueur, et plus de 30 centimètres, ou un pied anglais, dans les autres sens, ne pourra être expédié de l'un des deux pays pour l'autre par la voie de la poste.

Art. 10.—Le gouvernement français s'engage à faire transporter, ou dépêcher closes, soit à travers la France, soit par les services de poste maritime français, les correspondances que l'administration des postes des Etats-Unis aura échangées avec d'autres pays par l'intermédiaire des postes françaises, et réciproquement, le gouvernement des Etats-Unis s'engage à faire transporter ou dépêcher closes, soit à travers les Etats-Unis, soit au moyen des services de poste maritime américains, les correspondances que l'administration des postes de France vendra échanger avec d'autres pays par l'intermédiaire des postes des Etats-Unis.

L'administration des postes de France paiera à l'administration des postes des Etats-Unis, savoir: 1. la somme de 5 fr. par kil. de lettres, et celle de 1 fr. par kil. d'échantillons et d'imprimés, pour le transport à travers le territoire des Etats-Unis, des dépêches closes qui seront échangées par toute autre voie que celle de San Francisco, entre la France et ses colonies ou tous autres lieux où elle aurait des établissements de poste, et les pays avec lesquels elle est actuellement liée par des conventions postales.

Réciproquement, l'administration des postes des Etats-Unis payera à l'administration des postes de France, savoir:

1. La taxe de 1 dollar et 20 cents par kilogramme de lettres, et celle de 20 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés pour le transport, à travers le territoire français, des dépêches closes qui seront échangées entre les Etats-Unis et d'autres Etats par la frontière franco-belge ou franco-allemande.

2. La somme de 5 dollars par kilogramme de lettres et celle de 20 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés pour le transport, à travers le territoire français, des dépêches closes qui seront échangées par tous les autres points de la frontière française que ceux contigus à l'Allemagne ou à la Belgique, entre les Etats-Unis et les pays avec lesquels le gouvernement de l'Union est actuellement lié par des conventions postales.

Lorsque les dépêches closes provenant ou à destination de France seront transportées entre la frontière française et la frontière américaine par des paquebots de la ligne hambourgeoise, l'administration des postes de France paiera à l'administration des postes des Etats-Unis, en sus des prix de transit territorial américain mentionnés, la somme de 10 fr. par kilogramme de lettres et la somme de 50 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés qui seront contenus dans ces dépêches.

Réciproquement, lorsque les dépêches closes provenant ou à destination des Etats-Unis, seront transportées entre la frontière française par des paquebots-poste français, l'administration des postes des Etats-Unis paiera à l'administration des postes de France, en sus des prix de transit territorial français susmentionnés, la somme de 5 dollars par kilogramme de lettres, et la somme de 10 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés qui seront contenus dans ces dépêches.

Les taxes maritimes dont les administrations des postes de France et des Etats-Unis auront à se tenir réciproquement compte, pour les correspondances de toute nature transportées en dépêches closes, par des paquebots autres que ceux naviguant entre la France et les Etats-Unis, seront les mêmes que celles appliquées aux correspondances de même espèce, provenant ou à destination de pays qui assurera le transport maritime des dépêches closes.

Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité, résultant de l'échange des correspondances closes portées en dépêches closes, par l'une des deux administrations, pour le compte de l'autre, ne sera pas compris dans la pesée des lettres, des échantillons ou des imprimés, sur laquelle devront être assis les prix de transports territoriaux et maritimes exigibles en vertu du présent article.

Art. 11.—Il sera dressé, tous les trois mois à la diligence de l'administration des postes de France, des comptes particuliers résumant les faits de la transmission des correspondances entre les bureaux d'échange respectifs.

Ces comptes, qui auront pour base et pour justification les comptes de réception des envois effectués pendant la période trimestrielle, seront récapitulés dans un compte général destiné à présenter les résultats définitifs de la transmission des correspondances échangées entre les deux administrations.

Après avoir été débattu et arrêté contradictoirement, le compte général et définitif mentionné sera soldé par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le cours du second trimestre qui suivra celui auquel le compte se rapportera.

Les soldes de comptes seront payés, savoir:

1. En traites sur Washington et en monnaie américaine, lorsque le solde sera en faveur de l'Office des postes des Etats-Unis;

2. En traites sur Paris et en monnaie de France, lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes de France.

Pour l'établissement des comptes et toute autre opération relative à l'exécution de la convention, le dollar sera considéré comme valant 5 fr. 20.

Les lettres originaires ou à destination des Etats-Unis et les autres objets sans bandes qui auront été primitivement livrés à l'administration des postes de France ou à l'administration des postes des Etats-Unis par d'autres administrations, et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, devront être expédiés de l'un des deux pays pour l'autre, seront réciproquement livrés, chargés du port exigible, au lieu de la précédente destination.

Art. 12.—Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés déchargés à découvert entre les deux administrations des postes de France et des Etats-Unis, et qui auront été mis à bord, pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyés, de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent, si faire se peut.

Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront rendus pour le prix auquel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur.

Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière du territoire correspondant, seront renvoyés, sans taxe ni déconduction, aux offices envoyeurs.

Art. 13.—Les dépêches closes provenant ou à destination de France et l'administration des postes des Etats-Unis, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives; elles règleront la direction des correspondances transmises réciproquement, et la forme des comptes mentionnés dans l'article 11 précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaîtront la nécessité.

Art. 15.—La présente convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux parties conviendront, et demeurera obligatoire pendant une année, jusqu'à ce que l'une de ces parties ait fait connaître à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière sans préjudice de la liquidation du solde des comptes entre les administrations respectives, après l'expiration dudit terme.

Art. 16.—La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double et signé à Washington, le vingt-huitième jour d'avril de l'an de grâce mil huit cent soixante-quatorze.

(L. S.) *Signé*: A. BARTHOLDI.
(L. S.) *Signé*: J. A. J. CRESWELL.

BULLETIN FINANCIER.

Jeudi soir, 10 septembre 1874.

Comptoir d'Echanges (Clearing House) de la Nouvelle-Orléans.

	Echanges.	Balances.
5 Sept.	711,088 85	61,016 84
6 Sept.	615,526 43	66,926 97
8 Sept.	709,991 61	97,264 14
9 Sept.	630,331 35	78,510 97
10 Sept.	652,758 40	102,573 46
Total cette semaine.....	$3,209,796 63	$301,511 68
Même temps semaine dern.	2,654,063 96	343,246 43
Total la semaine dern..	3,303,720 88	419,281 96
Même temps maine précé..	3,765,456 47	504,365 79

Il ne s'est rien passé de nouveau sur le marché monétaire. Les offres sont beaucoup nombreuses dans les banques et au-dehors, mais le mouvement est insignifiant. Le papier de commerce est peu offert.

Nous continuons de coter les signatures choisies avec ou sans garanties collatérales, à 10 pour cent par an; le premier ordre à 11 à 12; le No 1 à 2